

Burundi : L'UPRONA boycotte le Parlement et fait défection au Gouvernement

PANA, 04 février 2014 Défection du ministre du Développement communal au Burundi Bujumbura, Burundi - Le ministre burundais du Développement communal, Jean-Claude Ndiwokubwayo, a soumis, mardi, sa démission volontaire au chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, sur fond de crise institutionnelle qui avait été ouverte 72 heures avant par le limogeage du premier vice-président de la République, en charge des questions politiques, sécuritaires et administratives, Bernard Busokoza, pour "conduite partisane" des affaires publiques. Les deux personnalités étaient au gouvernement sous les couleurs de l'Unité pour le progrès national (UPRONA, ex-parti unique) qui a, depuis samedi dernier, une nouvelle direction controversée, mais reconnue par le ministre de l'Intérieur ayant dans ses attributions, la gestion des associations à caractère politique.

Un décret du chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, a mis fin aux fonctions de son ancien proche collaborateur qui venait de prendre un arrêté contraire à la décision du ministre de l'Intérieur portant réhabilitation de Bonaventure Niyoyankana, deux ans après avoir été remercié par un congrès controversé du parti. L'ancien premier vice-président de la République et le président sortant de l'UPRONA, Charles Nditije, ont eu peur de la tournure des événements et sont "scurisés" quelque part à Bujumbura, dit-on dans leur entourage. Les réactions sont également la peur aussi bien du côté de l'homme de la rue que chez les acteurs politiques à Bujumbura suite à ce qui est désormais appelé une "crise institutionnelle" ouverte et à l'issue, pour le moment, incertaine. On ignore, par ailleurs, pour le moment, si les deux ministres restants de l'UPRONA vont faire à leur tour défection, pour se conformer à un appel à la solidarité qui a été lancé par la direction sortante du parti. Il s'agit de la ministre du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme, Mme Victoire Ndikumana et celle des Postes, Télécommunications, Information, Communication et des Relations avec le Parlement, Mme Léocadie Nihazi. La fronde a gagné, lundi, le Parlement et les 17 députés de l'UPRONA à l'Assemblée nationale ont boycotté les cérémonies d'ouverture de la session ordinaire de février 2014. La session devrait néanmoins se poursuivre et aller jusqu'au bout des travaux, étant donné que le Conseil national pour la défense de la démocratie/Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD, parti au pouvoir) dispose d'une majorité confortable à l'Assemblée nationale Sénat. La gestion du pouvoir reste cependant compliquée au Burundi où il ne suffit pas d'avoir une majorité parlementaire pour gouverner sans partage et sans violer l'accord de 2000, à Arusha, en Tanzanie, sur la paix et la réconciliation nationale. L'accord de sortie d'une longue guerre civile à caractère ethnique est allé encore plus loin en imposant des quotas pour les minorités politiques-ethniques (femmes et Batwa, les pygmées du Burundi) dans des proportions au moins 30% des responsabilités à tous les niveaux du pouvoir.